

Le Forum Global, organisé parallèlement à la Conférence intergouvernementale par des milliers d'ONG, a de son côté fortement insisté sur l'impossibilité d'avancer dans la voie de l'écodéveloppement sans l'approfondissement des pratiques de démocratie participative à tous les niveaux, du local au transnational, ce qui, entre autres, suppose à terme une réforme du système onusien et des institutions de Bretton Woods.

Le fait que des passerelles aient existé entre la Conférence officielle et le Forum n'est pas négligeable. En revanche, l'hégémonie de quelques grandes ONG du Nord sur le Forum a réduit la portée du dialogue entre citoyens du Nord et du Sud nettement sous-représentés à Rio.

Les conférences spécifiques organisées par l'UNESCO et différents organismes brésiliens de recherche ont permis de faire le point des connaissances et des désaccords sur l'interprétation du changement global et ses conséquences pour l'action politique immédiate. Les scientifiques ont encore beaucoup de mal à dialoguer de façon constructive avec les politiques et les représentants de la société civile, alors que certaines ONG se méfient à tort des savants.

Une des tâches les plus urgentes pour l'après-Rio sera de créer des conditions pour un dialogue plus nourri entre tous les acteurs sociaux de l'écodéveloppement et de consolider le processus amorcé à Rio à tous les niveaux : le supranational, le national et le local et, pour ce qui concerne la communauté scientifique, de mettre la science et la technique au service de l'écodéveloppement en renvoyant dos à dos l'écologisme absolu et l'économicisme réducteur.

Ignacy SACHS
Directeur d'études
à l'École des Hautes Études
en Sciences Sociales (EHESS)

P.S. Les démographes seront une fois de plus déçus par l'absence d'une discussion approfondie sur les rapports entre la population, le développement et l'environnement. Le souci louable d'éviter la répétition stérile des thèses idéologiques bien connues des différentes obédiences de malthusianisme et d'antimalthusianisme y fut pour beaucoup. Il appartient aux scientifiques de mieux préparer le terrain pour un débat politique à travers une étude comparée approfondie en matière de transition démographique dans différents pays du Tiers Monde et une analyse fouillée des modèles de consommation dans les pays riches et pauvres.

■ DOSSIER

L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT : Conflits ou défis ?

La dynamique population-environnement-développement ne se laisse pas aisément saisir. Elle met en jeu diverses rationalités, diverses logiques, ainsi qu'une multiplicité d'acteurs (individus, institutions, Etats). Selon l'échelle d'analyse retenue (micro ou macro), les problèmes changent de nature. Et, plus fondamentalement, la réflexion sur cette dynamique conduit à s'interroger sur les rapports entre l'homme et la nature ainsi sur les rapports des hommes entre eux.

Logique marchande ou utopie ?

Les taxis de Rio arboraient, lors du Sommet de la Terre, le slogan "l'heure de recycler" et, au Forum Global, la nécessité de recycler était, un peu partout, affichée. Le premier conflit pourrait être entre produire et recycler. Mais la problématique de l'environnement peut-elle se réduire à ces aspects techniques ?

Pour résoudre certains problèmes écologiques, on propose généralement d'intégrer les externalités dans le calcul économique. Si les nuisances de l'urbanisation sont vraiment prises en compte, un mécanisme de régulation semble mis en place.

Mais, plus fondamentalement, on peut s'interroger sur la capacité de la seule logique marchande à régler les questions d'environnement. La biodiversité n'est-elle, finalement, qu'une marchandise ? Un autre regard n'est-il pas nécessaire ?

Le procès de la population

La population est souvent oubliée dans les débats sur l'environnement : ce fut le cas à Rio. Lorsqu'elle ne l'est pas, elle est tenue pour responsable de tous les maux. Mais qu'entend-on exactement par "la population" ? Parfois il s'agit de la croissance démographique estimée trop rapide, parfois d'une densité de population jugée trop forte. Or, il y a fréquemment confusion entre dégradation de l'environnement du fait d'une trop forte croissance de la population et extrême fragilité des terres (les causes de la désertification du Sahel ne sont pas exclusivement démographiques). Et lorsqu'il est question des hommes jugés trop nombreux, parle-t-on de ceux qui vivent aujourd'hui dans la misère à Calcutta, en Somalie et ailleurs ou des habitants du Tiers-Monde qui pourraient demain adopter le mode de vie actuel des pays riches (ce qui deviendrait "insoutenable").

La croissance démographique rapide soulève des problèmes d'environnement mais les milieux se transforment aussi en dehors des activités humaines. Elle soulève aussi des problèmes de développement.

Problèmes d'environnement et de développement sont indéfectiblement liés; ils ne doivent pas pour autant être confondus. Faire de la population un bouc émissaire, c'est aussi éviter de se poser les bonnes questions.

Nord et Sud

Population, consommation et technologie sont les trois variables-clefs de l'environnement. Combien d'hommes consomment ? Quelle est la nature de cette consommation (ressources naturelles, air, eau...) ? Quels processus technologiques sont associés à chaque type de consommation (chimie...). A niveau de population égal, la consommation est plus ou moins forte. A niveau de consommation égal, le processus technologique concerné est plus ou moins polluant... Au procès de la population fait donc écho celui des modes de vie des pays riches. Le Nord est moins peuplé que le Sud, sa croissance démographique est plus lente mais sa consommation est infiniment plus forte et la technologie utilisée n'est pas toujours maîtrisée et souvent très agressive pour le milieu.

Au Nord et au Sud les formes de dégradation de l'environnement sont différentes (l'environnement est lui-même différent). Selon l'échelle d'analyse adoptée, la dégradation constatée sera plutôt le fait du Nord (couche d'ozone) ou du Sud (forêt).

Mais ce clivage n'est finalement acceptable qu'en première analyse : la forêt équatoriale n'est pas détruite au seul profit du Sud; le modèle de consommation qui s'offre comme exemple aux pays du Sud est bien celui du Nord ! Si "une seule terre" est synonyme "d'un seul avenir", ce clivage Nord-Sud doit être dépassé.

Au lieu de toujours croire au conflit d'intérêts entre le Nord et le Sud, il semblerait plus utile de relever un grand défi : accoucher d'un modèle de consommation (de développement ?) généralisable à l'ensemble du monde.

Aujourd'hui ou demain ?

Si les intérêts du Nord et du Sud paraissent souvent divergents à court terme, à long terme ils sont bien convergents.

Quel arbitrage faire entre aujourd'hui et demain ? Entre bien-être des pays riches aujourd'hui et développement durable du Tiers Monde demain ?

Quel arbitrage se fera entre course à la croissance économique dans une perspective exclusivement quantitative au sein des pays développés et aide aux pays en développement ?

Aujourd'hui et demain, c'est aussi une question de solidarité intergénérationnelle. Dans quelle mesure sommes nous prêts à sacrifier quelques avantages aujourd'hui pour les générations suivantes ?

Population et environnement mettent en jeu des inerties et des irréversibilités. Quelles seront les conséquences à terme de modifications constatées aujourd'hui ?

Le conflit homme-environnement

Le débat population-environnement -développement n'est pas d'ordre purement technique ou économique. Le philosophe Luc Ferry¹ se demandait récemment si la nature est respectable en tant que telle ou seulement comme nécessaire à la survie des hommes. De la réponse à cette question dépend en partie l'attitude à l'égard de l'environnement.

Récemment aussi, Michel Picouet² attirait l'attention sur la confrontation de deux types de précarités, celle du milieu et celle de l'homme. Aux dégradations et possibilités de récupération du milieu, s'oppose la logique de l'adaptation de l'homme. Comment concilier des exigences apparemment contradictoires ?

Science contre politique

La science met en jeu des valeurs. La déclaration d'Heidelberg, signée par d'éminents spécialistes du monde scientifique, relevait, selon l'expression de Jean-Marc Lévy Leblond³, du "rêve d'un savoir objectif et positif".

Il existe bien entendu des solutions techniques à des problèmes techniques. Des économies d'énergie peuvent être réalisées par des recherches d'efficacité. Mais la science ne saurait répondre à tout. A Rio, le "spirituel" était très présent. S'oppose-t-il irréductiblement à la science ? Une recherche d'harmonie entre l'homme et la nature est-elle contraire à la connaissance ? Dans ce domaine, comme souvent, on confond science et technique, savoir et utilisation de ce savoir pour agir sur le milieu.

Plutôt que de voir partout des conflits d'intérêts, de méthodes ou de perception des difficultés, ne devrait-on pas identifier les principaux défis que l'on peut et doit relever ? En particulier le défi d'une meilleure connaissance des relations population-environnement-développement et celui d'un développement qui puisse profiter à tous.

Philippe HAMELIN (ORSTOM)
et Jacques VÉRON (CEPED/INED)

Sur la problématique population-développement, on pourra notamment consulter avec profit :

. Population and environnement, n° spécial de la *Revue européenne de démographie*, volume 8, n°2, 1992.

. Environnement et développement, *Revue Tiers-Monde*, n°130, Avril-Juin 1992.

. K. Davis and M.S. Bernstam Eds, Resources, Environment and Population, *Population and Development Review*, A supplement to Vol.16, 1990.

1/ 1^{er} Forum de la Planète, Paris, 1^{er} juin 1992.

2/ Document réalisé dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale sur la population de 1994.

3/ "Le pavé de Heidelberg", *Le Monde diplomatique*, août 1992.

LA CHRONIQUE DU CEPED

Centre français sur la population et le développement

ISSN 1157-4186

Été 1992, n°6

■ POINT DE VUE

A l'issue de la Conférence de RIO, nous avons demandé à Ignacy SACHS, qui fut conseiller spécial auprès de Maurice STRONG, Secrétaire général de la CNUED, son opinion sur celle-ci.

Après le Sommet de la Terre

CONSOLIDER LE PROCESSUS

Comme il fallait s'y attendre, la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement qui s'est réunie à Rio de Janeiro en juin dernier avec la présence de plus de cent chefs d'Etats n'a pas changé dans l'immédiat la face du monde. Cependant, elle est parvenue à catalyser un processus de prise de conscience bien plus fort que la Conférence de Stockholm qui l'a précédée de 20 ans. Même ses résultats formels sont appréciables.

La déclaration de Rio de Janeiro n'a pas entièrement satisfait ceux qui espéraient une Charte de la Terre (terme d'ailleurs ambigu qui semble reléguer l'humanité au second plan). Elle codifie pourtant des principes importants, en insistant sur l'indissolubilité du binôme environnement-développement et en mentionnant explicitement le **droit au développement**.

Les conventions sur les climats et la biodiversité sont sans doute trop générales, mais elles offrent au moins un cadre pour les négociations concrètes; l'exemple du protocole de Montréal relatif à la protection de la couche d'ozone permet un certain optimisme.

Quant au refus des Etats-Unis de signer la convention sur la biodiversité, il exprime avant tout la position intransigeante de son président-candidat à la réélection en mal de suffrages, sans qu'il faille minimiser le désaccord de fond opposant les pays détenteurs de technologies aux pays détenteurs de la biodiversité.

Les pays du Sud ne cessent de demander un accès préférentiel aux technologies. Ils en ont besoin pour se développer. Ils réclament aussi une aide financière réelle pour parfaire la transition du mal-développement aux coûts sociaux et écologiques exorbitants à l'écodéveloppement fondé sur des critères de justice sociale, de gestion écologiquement prudente des ressources de l'environnement, enfin d'efficacité économique macrosociale. Cette dernière ne coïncide pas automatiquement avec la rentabilité micro-entrepreneuriale et demande donc une régulation active des marchés de la part de l'Etat.

Certes, le Sommet de Rio a permis de débloquer quelques milliards de dollars additionnels, mais le différend financier entre le Nord et le Sud demeure. A l'actif de la Conférence, il faut noter cependant que le débat s'est fait pour la première fois à partir d'une estimation conjointe des besoins de financement du développement et de l'environnement au Tiers Monde, chiffrés par le Secrétariat à 600 milliards de dollars par an, dont 80% à la charge des pays intéressés. Le transfert net des ressources du Nord vers le Sud sous forme d'aide officielle au développement devrait donc atteindre 125 milliards de dollars par an au lieu des 55 milliards actuels. Dans une économie mondiale de plus de 20 milliards de milliards de dollars, il s'agit d'un montant modeste, quoi qu'en disent les banquiers et les gouvernements occidentaux.

Parmi les documents issus de la Conférence, c'est le Plan d'Action 21 (Agenda 21), contenant 40 chapitres, qui est appelé à jouer le plus grand rôle dans l'après-Rio. Il constitue, en effet, un cadre convenable pour définir à tous les niveaux des actions concrètes inspirées par "l'esprit de Rio". Les quatre plus grandes associations internationales de maires de villes et de représentants de collectivités locales donneront l'exemple, en appelant tous leurs confrères à élaborer et réaliser, en coopération avec la société civile, des plans locaux d'écodéveloppement.

CEPED
15, rue de l'École de Médecine
75270 Paris Cedex 06, France

Tél. : (1) 46 33 99 41
Fax : (1) 43 25 45 78